

Nous avons communiqué également avec des pays qui, croyons-nous, partagent nos vues et qui peuvent être en mesure d'en saisir le gouvernement cyprite.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Le ministre a parlé d'un entretien qu'auraient demain avec le secrétaire général des Nations Unies les représentants des pays participant aux opérations de maintien de la paix à Chypre. Pourrait-il nous dire qui représentera le Canada à cette réunion? En dépit des difficultés mentionnées par le ministre, le représentant canadien réclamera-t-il un accroissement des pouvoirs de la force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, notamment en ce qui concerne la liberté de mouvement et le droit de désarmer les civils?

L'hon. M. Martin: Le Canada, à un moment donné, a proposé que les ministres des Affaires étrangères des pays participants se réunissent demain à New-York avec le secrétaire général. Cependant, certains ministres des Affaires étrangères n'auraient peut-être pu y assister. Les ambassadeurs des pays intéressés assisteront à cette réunion. Le représentant canadien fera tout son possible pour obtenir l'accroissement des pouvoirs de la force de l'ONU, ce que d'ailleurs il demande depuis plusieurs semaines.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire au secrétaire d'État aux affaires extérieures. Comme la Grèce semble adopter une attitude plus ferme à l'égard du gouvernement cyprite et que l'archevêque Makarios a affirmé qu'il combattrait seul ou avec d'autres, le ministre sait-il si Chypre a reçu de l'aide militaire d'autres pays voisins tels que la République Arabe Unie, la Yougoslavie ou la Syrie?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce qui a déjà été dit sur la question des importations.

(Texte)

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire?

L'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures a parlé et discuté, je crois, pendant deux jours avec notre ambassadeur canadien en Grèce, l'honorable Antonio Barrette. Notre ambassadeur joue-t-il un rôle quelconque actuellement, comme conciliateur ou autre, en cherchant à atténuer la tension qui existe entre la Grèce, la Turquie et l'île de Chypre? Quel rôle exact joue notre ambassadeur en Grèce, actuellement?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, l'honorable député a bien défini ce que notre ambassadeur à Athènes fait pour essayer de trouver une solution, et je peux lui assurer que M. Barrette fait son devoir avec dignité et efficacité.

(Traduction)

LES PENSIONS

RÉGIME FÉDÉRAL—AVIS DES PROVINCES SUR LE PROJET DE LOI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Les provinces sont-elles consultées relativement à la loi sur le régime de pension présentement en voie de rédaction?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, les provinces ont été constamment consultées sur la structure du régime. Elles ne sont pas consultées relativement à la préparation matérielle de la mesure, du moins en ce moment.

M. Aiken: Une question complémentaire. Si je comprends bien, il n'y a pas de consultation déterminée à l'égard de la rédaction elle-même?

L'hon. Mlle LaMarsh: Monsieur l'Orateur, en ce moment, la plupart des fonctionnaires, aux 11 échelons de l'administration, contrairement aux députés à la Chambre des communes, sont en vacances, puisque nous sommes au mois d'août.

LA DÉFENSE NATIONALE

PÉRÉQUATION DES TAUX HORAIRES DE SALAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Le ministre voudrait-il nous dire si le gouvernement songe à égaliser la rémunération des employés à taux régnants et à éliminer ainsi une certaine discrimination qui existe en ce moment?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je considérerai cette question comme préavis.

RÉPARATION D'UN NAVIRE DE LA MARINE VENDU À DES TORONTOIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Je veux poser au ministre de la Production de défense une question qui découle de la vente